

Unité départementale du Finistère  
2 rue de Kerivoal  
CS 83037  
29325 Quimper

Quimper, le 22/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**CETI (Guilers)**

LIEU DIT TY COLO  
29820 Guilers

Références : ENV-D-24.036-1  
Code AIOT : 0005507544

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2024 dans l'établissement CETI (Guilers) implanté An Oalejou 29820 Guilers. L'inspection a été annoncée le 05/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CETI (Guilers)
- An Oalejou 29820 Guilers
- Code AIOT : 0005507544
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Les Recycleurs Bretons exploite au lieu-dit An Oalejou à GUILERS un établissement spécialisé dans le tri/transit/regroupement de déchets, le broyage de déchets de bois et le stockage de déchets inertes, nommé Centre d'Enfouissement Technique de l'Iroise (CETI).

Ce site est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral modifié du 18 septembre 2008, mais un nouveau dossier de demande d'autorisation est actuellement en cours d'instruction. Ce dernier est notamment justifié par d'importantes modifications visant à la modernisation du site et une remise à niveau des installations.

### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
  - Risque incendie
  - Stratégie de défense incendie
- + visite des nouvelles installations, notamment la chaîne de tri robotisée.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 (7)	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
9	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV. (1)	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
10	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV. (2)	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
11	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV. (3)	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 (1)	Sans objet
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 (2)	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 (3)	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 (4)	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 (5)	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 (6)	Sans objet
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 (8)	Sans objet
12	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV. (4)	Sans objet
13	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV. (5)	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués montrent que le site a fortement progressé et que les nombreux aménagements de mise à niveau réalisés, désormais opérationnels, ont sensiblement et favorablement fait évoluer l'aspect général du site.

Toutefois, la conjoncture au moment de l'inspection (fêtes maritimes de BREST ayant conduit l'exploitant à devoir réduire à zéro les stocks présents sur le site du port pendant toute la durée de l'évènement) a conduit l'exploitant à "rapatrier" la totalité de son stock de déchets de bois sur le CETI et ainsi, à dépasser les quantités admises, avec pour conséquence le dépassement des hauteurs et un important encombrement de la zone de traitement et des aires d'entreposage.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 (1)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Alerte
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
<b>Constats :</b>  Les services du SDIS sont alertés en composant le 18 ou le 112 depuis un téléphone. Des consignes et le numéro de téléphone du responsable QHSE sont également affichés sur le portail d'accès au site. Aucun dispositif d'astreinte (non obligatoire) n'est en place pour le moment mais l'exploitant a indiqué en séance qu'une réflexion à ce sujet était en cours, notamment depuis le rachat du groupe par PAPREC.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 (2)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plans
<b>Prescription contrôlée :</b>  - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté en séance un plan de masse à jour, ainsi qu'un dossier "PREVILINK" destiné aux pompiers qui comprend 2 photos aériennes précisément légendées, présentant très explicitement les différents secteurs et aires d'entreposage du site. Il se trouve que l'actualité sur le port de BREST (fêtes maritimes 2024) a contraint l'exploitant à vider totalement ses stocks de bois habituellement entreposés sur le quai « 5ème » est du port, et à le "rapatrier" sur le CETI. De ce fait, les volumes importants à entreposer ont conduit l'exploitant à modifier temporairement la répartition de certains stocks et à dépasser les limites de stockage autorisées. Cet aspect est développé ultérieurement dans le présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 (3)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Extincteurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.
<b>Constats :</b>  Le CETI dispose d'un parc de 36 extincteurs à poudre, eau ou CO2 (selon le type de déchets présents), de différentes capacités, répartis sur le site. Les unités vues lors de la visite sont aisément accessibles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 (4)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressource en eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : - d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : 1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; 2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.
<b>Constats :</b>  Le site dispose d'une réserve souple de 420 m3, réceptionnée par le SDIS et en bon état visuel. D'autres ressources sont présentes mais seule la réserve est prise en compte pour le calcul des moyens disponibles. Cette situation est validée par le SDIS.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 (5)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Débits
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m <sup>3</sup> /h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;
<b>Constats :</b>  La réserve incendie de 420 m <sup>3</sup> est située au cœur du site, à 100 m maximum des aires d'entreposage des déchets de bois et des installations les plus sensibles vis à vis du risque incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 (6)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection
<b>Prescription contrôlée :</b>  - d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;
<b>Constats :</b>  Les déchets combustibles présents sur site ne sont pas entreposés dans des bâtiments fermés mais en extérieur ou bien sous préau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 (7)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matériau inerte
<b>Prescription contrôlée :</b>  - d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.
<b>Constats :</b>  Au jour de l'inspection, le site ne dispose pas de réserve de sable meuble et sec, ni de matériau assimilé. L'exploitant a toutefois indiqué qu'il allait corriger cet écart en aménageant un stock de matériau en vue de répondre à cette prescription visant la lutte contre le feu. Les justificatifs de cette mesure corrective devront être transmis. En cas d'emploi de matériau alternatif, l'exploitant fournira les preuves de l'équivalence de l'efficacité du matériau retenu.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 (8)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.
<b>Constats :</b>  Le dernier compte-rendu de vérification périodique par la société ASI, daté du 17 juillet 2024 a été présenté en séance. L'ensemble des extincteurs du site ont été contrôlés et/ou remplacés en cas de besoin, de sorte qu'au jour de l'inspection, le parc d'extincteurs est certifié opérationnel par ASI.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Entreposage des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV. (1)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Signalisation des aires
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).
<b>Constats :</b>  De nombreuses aires d'entreposage sont bien délimitées et repérées sur le site, notamment au sein de la déchetterie professionnelle. Ces zones sont également clairement définies sur le plan présenté en séance. En revanche, l'état des lieux lors de la visite montre que les importants stocks de bois présents (conséquence du déplacement au CETI des stocks du port de Brest) a conduit l'exploitant à largement déborder des seuls secteurs prévus à cet effet et à modifier la répartition initialement prévue. Ainsi, la plateforme bois est très encombrée par le stock présent, et de ce fait difficilement accessible et circulable. De même, un stock important est situé au pignon ouest du Hall DND, en lieu et place d'autres déchets. Cette situation est toutefois amenée à évoluer rapidement dès la remise en service du site du port et la reprise des expéditions par voie maritime.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 10 : Entreposage des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV. (2)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Evaluation des quantités présentes
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne dispose pas à ce jour des moyens physiques permettant une évaluation visuelle de la quantité de déchets, présente sur les différentes aires.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 11 : Entreposage des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV. (3)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Hauteur des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.
<b>Constats :</b>  Il n'existe plus d'habitation à moins de 100 m des stocks de déchets. Globalement cette prescription est respectée sur les stocks de déchets combustibles, à l'exception des tas de bois, par lesquels les hauteurs sont nettement dépassées. Cette situation est toutefois amenée à évoluer rapidement dès la remise en service du site du port et la reprise des expéditions par voie maritime.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 12 : Entreposage des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV. (4)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Retrait des bouteilles de gaz
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur.
<b>Constats :</b>  Ce type de déchets, lorsqu'ils transitent par le site, ne sont pas entreposés dans des endroits non ouverts en permanence sur l'extérieur. Cette prescription est donc sans objet pour le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 13 : Entreposage des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV. (5)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entreposage sous abri
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : <ul style="list-style-type: none"><li>- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;</li><li>- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Sur le CETI, tous les déchets susceptibles d'entraîner les conséquences citées ci-dessus, sont entreposés à l'abri des eaux météoriques sous préau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

